



L'ÉVÉNEMENT

Blanquer : « Notre objectif est évidemment le rebond »
 Alors que le niveau scolaire stagne en France, selon le classement Pisa, le ministre estime que sa politique commence à produire des résultats.

PROPOS RECUEILLIS PAR

**CAROLINE BEYER, MARIE-ESTELLE PECH
 ET VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS**

🐦 @MariEstellePech 🐦 @Beyercaroline
 🐦 @vtremolet

SI LES RÉSULTATS de Pisa, ce classement international qui juge les résultats des élèves de 15 ans, ne sont pas glorieux pour la France, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer assure que sa politique va dans le bon sens. Il l'estime, point par point, « cohérente » avec les enseignements de cette étude. Alors que la réforme des retraites suscite l'inquiétude, le ministre promet une revalorisation de la rémunération des enseignants et une réflexion sur le métier.

LE FIGARO. - La France se classe en 22^e position de Pisa 2018, avec des résultats qui stagnent par rapport à 2015.

En êtes-vous surpris ?

Jean-Michel BLANQUER. -

C'est un résultat auquel je m'attendais. On a stabilisé notre situation. Notre objectif est évidemment le rebond. Ce qui est important, c'est de regarder dans le détail ce que dit Pisa des résultats de nos élèves de 15 ans et d'en tirer des conséquences sur notre stratégie éducative. J'observe notamment que le taux de non-réponses a baissé. C'est le signal que nos élèves ont davantage confiance en eux. Au-delà du classement par pays, il y a des éléments plus approfondis à mettre en avant, comme la formation des professeurs, la confiance en soi des élèves, l'aide personnalisée...

Aujourd'hui je vois la cohérence entre ce que nous avons engagé et les enseignements de Pisa 2018.

Les effets de vos réformes ne seront visibles que dans une dizaine d'années... N'est-ce pas frustrant ?

Il faudrait que l'on puisse rester ministre de l'Éducation pendant dix ans ! Je ne plaisante qu'à moitié quand je dis

cela car l'éducation s'inscrit dans le temps long. Je suis conscient qu'il faut creuser un sillon qui, au-delà de ma petite personne, passe par des logiques d'équipe et dépasse les clivages politiques. Certains résultats apparaissent à court terme, d'autres viendront à moyen et long terme. Les dédoublements de classes de CP et de CE1 et l'ensemble des mesures pédagogiques pour l'école primaire nous donnent des résultats très encourageants. Après, ce sera Pisa 2027 qui donnera des indications sur les fruits de cette politique, dont on doit espérer qu'elle devienne de plus en plus consensuelle chez les Français. Un cercle vertueux doit s'enclencher, avec une vision partagée sur ce qui fait réussir un système scolaire. Or, les études connues de tous identifient clairement ces leviers. C'est pour cette raison que j'ai créé un conseil scientifique de l'éducation nationale et que les réformes portent

sur les facteurs bien identifiés de réussite de l'école.



Nous restons toujours parmi les champions du monde des inégalités sociales corrélées aux inégalités scolaires. Pourtant, nous mettons énormément d'argent dans l'éducation prioritaire. Pourquoi est-ce aussi peu efficace ?

Nous sommes précisément en train de transformer l'éducation prioritaire. Nous avons notamment dédoublé les classes de CP et de CE1 car nous menons le combat contre les inégalités qui se jouent dès les premières années de la vie, au travers notamment du langage. Nos programmes scolaires ne sont pas en cause. Nos meilleurs élèves sont dans une bonne moyenne internationale. En revanche, les élèves les plus fragiles sont nettement moins bons que la moyenne internationale. C'est sur ces 20 à 30 % d'élèves les plus fragiles que

nous devons concentrer de grands efforts.

Mais le Royaume-Uni s'en sort mieux et n'est pas très différent de nous sociologiquement...

Le Royaume-Uni a pris très au sérieux les enseignements de la recherche. Les deux pays qui progressent le plus sont l'Irlande et la Pologne. Tous trois progressent parce qu'ils ont adopté des méthodes pédagogiques dont l'efficacité est attestée par l'expérimentation. Ce que le mathématicien Zbigniew Marciniak de l'université de Varsovie a fait pour améliorer l'apprentissage des mathématiques en Pologne, nous sommes en train de le faire en France grâce au

plan mathématiques conçu par Cédric Villani et Charles Torossian en développant les manipulations, le plaisir de résoudre un problème, l'esprit pratique.

55 % des élèves français disent lire par plaisir, contre 61 % en 2009. N'est-ce pas inquiétant ?

Dans tous les pays occidentaux, on observe une baisse de la lecture et de l'activité physique à partir de la classe de 6^e. On voit bien que c'est la société des écrans qui a pris la place de ces deux activités, qui sont pourtant fondamentales pour l'épanouissement de l'adolescent. Nous sommes en train de

redresser cela. Quand on offre les fables de La Fontaine à chaque élève de CM2, ce n'est pas anecdotique. Nous travaillons aussi avec le ministère de la Culture pour enrichir les bibliothèques des écoles, notamment dans les zones les plus éloignées de l'offre culturelle. Je crois au rebond de la lecture plaisir grâce à notre stratégie actuelle qui fait de la lecture la première des priorités.

Le Royaume-Uni a particulièrement mis l'accent sur la lecture plaisir dans les classes, une heure par jour. Pourquoi ne pas s'en inspirer ?

L'encouragement de la lecture est un sujet majeur. Nous allons d'ailleurs déjà dans ce sens avec beaucoup d'écoles et d'établissements qui ont institué un quart d'heure de lecture par jour. Je crois aux contagions positives. C'est d'ailleurs la méthode utilisée par le Royaume-Uni que vous citez en exemple. Une plateforme, véritable laboratoire de pratiques pédagogiques, permet de mutualiser les meilleures expériences.

La France se caractérise aussi par un manque d'accompagnement des élèves par leurs professeurs. Et ce sont dans les établissements les plus élitistes que les élèves pointent le plus ce manque. Comment agir sur ce point ?

Il faut répondre à cette demande car le lien de confiance entre les professeurs et les élèves est un levier essentiel de progrès. De ce point de vue, le dispositif « Devoirs faits » (*qui consiste à faire ses devoirs dans l'établissement, ndlr*) proposé dans tous les collèges, avec, certes, une hétérogénéité, est le point avancé des évolutions souhaitables. Car ce dispositif, très social et pédagogique, favorise les interactions. Nous allons le développer à l'école primaire. Cette logique « Devoirs faits » va aussi se déployer, en concevant différemment le temps du professeur et le temps de l'élève, avec des temps magistraux, d'autonomie et de travail en équipe.



En Corée, par exemple, les élèves les plus en difficulté sont accompagnés par les meilleurs professeurs.

Nous sommes loin de cela en France...

À partir de 2020, nous allons développer une logique d'évaluation des établissements. Les établissements seront évalués tous les cinq ans. Outre leurs performances pédagogiques et le climat scolaire, l'évaluation portera sur leur capacité à développer une aide personnalisée pour ceux qui en ont le plus besoin. Cela fait partie des petites révolutions portées par la loi sur l'école de la confiance. Nous allons aussi développer les postes à profil afin de mieux faire coïncider les talents des professeurs et les besoins des élèves.

Les enseignants vont manifester de façon importante le 5 décembre.

On parle déjà de prolongement de la grève. Ont-ils raison d'avoir peur pour leur retraite ?

Un changement profond suscite toujours des inquiétudes et des questionnements. Nous avons fixé des principes rassurants. À travers les déclarations du président et du premier ministre, nous nous sommes engagés à ce que les pensions des professeurs ne baissent pas. Lundi matin, j'ai organisé le troisième rendez-vous sur les retraites avec les partenaires sociaux. Nous sommes dans une opportunité historique d'avoir un système plus juste pour tous les Français, qui s'accompagnera pour les professeurs d'un niveau équivalent de pensions, et d'une amélioration des rémunérations. Les plus jeunes enseignants seront les plus concernés. Pour que leurs pensions ne baissent pas, il faut que nous augmentions leur niveau de salaire par des modalités qui peuvent être, entre autres, des primes. Cette réforme est aussi l'occasion d'envisager ce que peut être un professeur au XXI^e siècle, ses conditions de travail, son entrée dans la carrière, ses missions...

Les syndicats parlent d'une baisse des pensions de 300 à 900 euros par mois...

C'est typiquement une démarche de mauvaise foi pour inquiéter les gens. Les pensions ne baisseront pas et nous sommes d'ailleurs dans une période de dialogue social intense avec les syndicats à qui j'ai remis une lettre qui garantit tout cela. Les éléments de cadrage vont être précisés à partir de la semaine prochaine avec la prise de parole du premier ministre.

Pensez-vous que le mouvement sera très suivi par les enseignants ?

Il y a le risque que ce soit le cas, mais nous avons des réponses.

Au-delà des retraites, les syndicats d'enseignants sont très critiques à l'égard de la réforme du lycée et à votre rencontre...

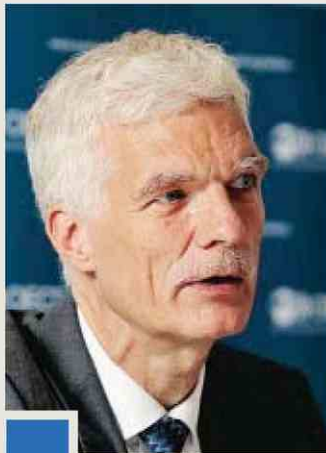
Certains professeurs disent cela, mais j'en vois aussi qui sont très satisfaits de la réforme du lycée, qui en saisissent le sens. Un professeur de CE1 de REP+ (Éducation prioritaire renforcée), qui a douze élèves par classe et touche une prime annuelle de 2000 euros, ou un professeur de sciences physiques, qui voit arriver des programmes plus ambitieux et des élèves ayant choisi sa matière par plaisir comprend le sens et l'intérêt des réformes. Au bout de deux ans et demi, nous observons d'ailleurs un taux d'approbation des mesures assez exceptionnel, au-delà de 50 % pour la plupart d'entre elles. Le chemin des réformes est en réalité compris et souhaité par la majorité des Français. ■

Il faudrait que l'on puisse rester ministre de l'Éducation pendant dix ans ! L'éducation s'inscrit dans le temps long

C'est sur les 20 % à 30 % d'élèves les plus fragiles que nous devons concentrer de grands efforts



Jean-Michel Blanquer
répond aux questions
du *Figaro*, lundi, dans
son bureau du ministère.
FRANÇOIS BOUCHON/
LE FIGARO




« L'étude Pisa montre qu'il faut privilégier la pratique plutôt que les connaissances académiques. Dans les systèmes éducatifs les plus performants, les futurs professeurs sont envoyés plus tôt dans les écoles, il y passent plus de temps et sont davantage accompagnés. (...) Une fois titularisés, ils peuvent encore progresser »

ANDREAS SCHLEICHER,
 DIRECTEUR DE L'ÉDUCATION
 DE L'OCDE ET INVENTEUR
 DU CLASSEMENT PISA,
 DIMANCHE DANS LE JDD

TAKAYOSHI NISHI / THE YOMIURI SHIMBUN

600 000

jeunes
 de 15 ans, dans
 79 pays ont passé
 le test Pisa 2018

+  » Lire aussi [PAGE 20](#)